



HAL
open science

La Turquie de l'AKP, du modèle démocratique au tournant autoritaire

Elise Massicard

► **To cite this version:**

Elise Massicard. La Turquie de l'AKP, du modèle démocratique au tournant autoritaire. [Rapport de recherche] Centre de recherches internationales. 2016, pp.11. hal-03583161

HAL Id: hal-03583161

<https://sciencespo.hal.science/hal-03583161>

Submitted on 21 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA TURQUIE DE L'AKP, DU MODÈLE DÉMOCRATIQUE AU TOURNANT AUTORITAIRE

06 octobre 2016

Élise MASSICARD

chargée de recherche, Sciences Po-CERI, CNRS

LES GRANDES LIGNES

L'AKP dirige la Turquie depuis quatorze ans. C'est la plus longue expérience au pouvoir d'un parti aux origines islamiques arrivé aux affaires par la voie démocratique. Un cas d'école.

Dans une première phase, sa gestion a été très positive. Il s'est démarqué du courant traditionnel de l'islam politique turc, a engagé des réformes démocratiques et libérales.

Faisant de l'Europe une opportunité, il a obtenu l'ouverture de négociations en vue de l'adhésion à l'Union, autorisé les publications en kurde et réduit le poids politique de l'armée.

L'AKP a aussi transformé et assaini le fonctionnement de l'économie turque, favorisé les PME sur l'ensemble du territoire et mené une politique de redistribution des fruits de la croissance.

En politique étrangère, la Turquie s'est efforcée d'améliorer les relations, jusque-là mauvaises, avec tous ses voisins dans un esprit de retour à la grandeur ottomane.

Cependant, des confrontations politiques et institutionnelles ont peu à peu altéré ce cercle vertueux. L'AKP s'est employé à réduire la résistance, dans l'administration, des kémalistes laïcs.

De grands procès pour tentatives de coup d'État ont été mis en scène. Les négociations avec l'Union européenne se sont bloquées. Les Turcs en sont venus à juger l'Europe islamophobe.

Après les kémalistes, l'AKP s'en est pris à la confrérie de Fetullah Gülen, qui l'avait soutenu lors de son accession au pouvoir. Les gülenistes présumés ont été évincés peu à peu des institutions.

Après le mouvement de contestation de Gezi, au printemps 2013, le tournant autoritaire s'est accentué. Fermetures de journaux, de réseaux sociaux, interdictions de partis se sont multipliées.

Le putsch manqué de juillet 2016, que le pouvoir, informé à l'avance, a laissé se dérouler, a fourni le prétexte d'une purge sans précédent, prélude – peut-être – à un changement de régime.

Un cas d'école

Le règne du Parti de la Justice et du Développement (AKP) dure depuis 2002. Cette longévité s'est accompagnée de larges majorités aux niveaux tant local que national. Cela fait donc quatorze ans au pouvoir sans coalition. C'est la première expérience de gouvernement aussi longue d'un parti aux origines islamistes, arrivé par la voie démocratique. Elle est souvent considérée comme un cas d'école.

Il est relativement difficile de qualifier tant le parti que son règne. Au début, on s'est beaucoup interrogé sur sa nature islamique. Certains observateurs estimaient que ce parti de l'islam politique se servait du système démocratique pour accéder au pouvoir, avec un agenda caché visant à l'islamisation de la vie publique. D'autres, au contraire, considéraient l'AKP comme une force politique d'un genre nouveau, qui rendrait peut-être compatibles l'islam politique, la démocratie libérale et la croissance économique. Ceux-là pensaient que, même si l'AKP avait encore des traces d'islamisme, le fait d'être au pouvoir dans un système démocratique le changerait et finirait par le normaliser.

Aujourd'hui, on se pose plutôt des questions en termes démocratiques. Au départ, l'AKP se présentait en champion de la démocratisation de la Turquie. Il continue à le faire, bien qu'en termes différents. Mais on observe, depuis quelques années, des tendances de plus en plus claires à un tournant autoritaire du pouvoir.

L'AKP est une machine électorale impressionnante. Ce parti, resté populaire au fil des années, connaît peu l'usure du pouvoir. Il a maintenu, voire consolidé, son assise électorale. La configuration n'est pas semblable à celle de la Russie, où les élections ne sont pas très libres. En Turquie, les scrutins sont réellement libres, concurrentielles et leurs résultats significatifs. On se demande néanmoins comment ce parti, aux pratiques assez autoritaires, maintient une forte popularité électorale.

Pour éclairer la situation actuelle, il est intéressant de revenir sur l'intégralité de l'expérience de l'AKP au pouvoir. Sur la durée de quatorze années, on a observé des évolutions notables.

PREMIÈRE PHASE : 2002-2008

On s'en souvient peu, mais la première phase de l'AKP a été très positive. En 2002, le contexte politique est très spécifique. L'AKP arrive au pouvoir au lendemain de la plus grande crise économique qu'ait connue la République de Turquie. Beaucoup de faillites de banques et d'entreprises ; crise politique, car l'instabilité gouvernementale dure depuis une dizaine d'années. Aucun parti n'obtenant de majorité claire, les coalitions, un peu forcées, ne duraient pas. Aux législatives de 2002, tous les partis ayant participé au pouvoir les années précédentes tombent sous la barre des 10% et se retrouvent sans représentation parlementaire. L'AKP, qui vient d'être fondé, arrive aux affaires avec 34% des voix. Il est très fragile, car il se heurte à une très forte hostilité de la part de l'ex-majorité. Beaucoup de gens redoutent une islamisation de la Turquie, l'application de la charia, la mise en cause des fondements laïcs du régime. L'hostilité est aussi

forte dans la bureaucratie d'État, très puissante en Turquie. Les milieux laïcs de la haute administration s'alarment. La victoire de l'AKP provoque aussi de l'expectative et de l'inquiétude dans les milieux internationaux.

Mais au lendemain de l'élection, l'AKP entame une croisade pour se légitimer. Il refuse de manière catégorique l'étiquette islamiste, se présente comme un parti conservateur, démocrate, acceptant les règles du jeu électoral, dont l'agenda vise avant tout à la démocratisation de la Turquie. Il veut convaincre l'opinion nationale et le reste du monde de son aggiornamento. Il y a, en Turquie, des partis qui se revendiquent clairement de l'islam politique, pas toujours de manière explicite, parce que c'est interdit par la Constitution. C'est la tradition de la « vision nationale ». L'AKP émane de cette tradition mais s'en distingue. En 2001, il y a eu une scission entre les traditionalistes et les réformateurs. Une première expérience de pouvoir avait eu lieu en 1996, avec le Refah (Parti de la Prospérité) et son fondateur, Necmettin Erbakan, comme premier ministre. Cela s'était soldé par un échec, des humiliations, d'énormes tensions avec les institutions. Comparaison n'est pas raison, mais il y a un certain nombre d'analogies avec l'expérience de Mohamed Morsi en Égypte.

L'opportunité européenne

Cet échec pousse les réformateurs à promouvoir le changement et accepter véritablement les règles de la démocratie libérale, qui donne plus de possibilités d'expression de toutes les sensibilités. Dans cette perspective, l'Europe est une opportunité. L'islam politique turc était anti-occidental, anti-européen, anticapitaliste, antimatérialiste. La mouvance qui donnera naissance à l'AKP est pro-européenne, plutôt libérale et pas du tout anticapitaliste. La dimension européenne devient centrale parce que, justement, la Turquie est officiellement candidate à l'entrée dans l'Union européenne depuis 1999. À peine au pouvoir, l'AKP se donne comme premier objectif l'ouverture de négociations avec l'Union. C'est ce qui va lui permettre procéder au déverrouillage du système politique et de légitimer sa propre position. Dans les premières années - 2003-2004 - l'AKP ne cesse de faire passer des « paquets » de réformes pour persuader l'Europe de sa bonne volonté afin d'ouvrir les négociations. La publication en langue kurde est autorisée. Le poids de l'armée dans la vie politique est réduit. Des verrous entre les mains des militaires limitaient le champ des institutions électives. Avec deux-tiers des voix, l'AKP dispose d'une majorité qui lui permet de changer la donne.

Par la suite, les observateurs se sont interrogés. L'AKP agissait-il ainsi pour démocratiser vraiment le système ou parce que l'armée était son pire ennemi institutionnel ? Sans doute pour ces deux raisons. Depuis les années 1960, la Turquie était une démocratie sous tutelle de structures institutionnelles situées au-dessus des gouvernements élus, l'armée et la justice en particulier.

Fièvre réformatrice

Grâce à la fièvre réformatrice de l'AKP, les négociations avec l'Union européenne s'ouvrent en 2005. C'est une victoire politique, historique et quelque peu ironique, dans la mesure où c'est un parti issu de l'islam politique qui semble réaliser le vieux rêve de Mustafa Kémal, celui d'une intégration de la Turquie dans l'Europe. Sur Chypre, l'AKP se distingue de la politique traditionnelle, très souverainiste, de la Turquie. En 2004, il soutient le plan du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, de réunification de l'île. Il est aussi beaucoup plus ouvert sur la

question de l'usage du kurde, met en place une chaîne publique dans cette langue, entame une série de réformes et de consultations démocratiques visant à l'ouverture envers les Kurdes et les alévis. Les dossiers sensibles sont remis sur la table en vue d'un règlement politique. Aux législatives de 2007, l'AKP obtient le soutien des milieux libéraux, convaincus par l'orientation démocratique du pouvoir. Des porte-paroles des groupes non-musulmans - juifs, chrétiens grecs orthodoxes ou arméniens -, appellent à voter pour lui.

Une autre dimension du changement se joue sur le plan économique. Arrivé au pouvoir dans un contexte de crise, l'AKP, sous la houlette du Fonds monétaire international, met en œuvre des réformes d'assainissement (souvent entamées par le gouvernement précédent). Il en tire assez vite les dividendes. L'AKP profite d'une conjoncture favorable. Le fonctionnement même de l'économie turque, qui était fortement publique jusqu'aux années 1980, change. La pratique des appels d'offre se généralise au niveau des ministères comme à celui des pouvoirs locaux. L'AKP ne maintient pas le partenariat privilégié de l'État avec les grands groupes industriels turcs, partenaires obligés des institutions publiques jusque-là. Au contraire, il privilégie de nouveaux groupes d'entrepreneurs, de plus petites entreprises, pas forcément situées à Istanbul. On a beaucoup parlé de ces « tigres anatoliens ». Avec un peu de recul, on observe une reconfiguration entière de certains secteurs économiques. Celui de la construction, par exemple, encouragé par la fièvre bâtisseuse de l'AKP, tire de nombreux autres secteurs. Les entreprises leaders de la construction changent complètement en moins de quinze ans. L'économie politique du pouvoir AKP est assez spécifique, marquée par une forte évolution des assises sociales.

Redistribution des fruits de la croissance

Les fruits de la croissance sont redistribués. Les partenaires économiques des pouvoirs publics sont d'abord des PME, réparties sur l'ensemble du territoire. Les entrepreneurs petits et moyens entraînent une classe moyenne conservatrice en ascension sociale. L'AKP redistribue aussi les fruits de la croissance. Il généralise la couverture sociale, dans le domaine de la santé en particulier, et institutionnalise les politiques d'assistance aux pauvres. La redistribution se fait plus sur le mode de la charité qu'en termes de droit. Des groupes, même démunis, participent ainsi un peu à la dynamique de croissance.

En matière de politique étrangère également, l'AKP tente de faire du nouveau. Il renforce la diplomatie, ouvrant des ambassades en Afrique. Il entend que la Turquie devienne une puissance moyenne importante. En 2010, cette-dernière est élue membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Sur le plan régional, la Turquie, adoptant des positions atlantistes, avait plutôt tendance à fuir son environnement immédiat. Elle entretenait de mauvaises relations avec presque tous ses voisins. Elle se réinvestit dans le contexte régional. C'est en cohérence avec le projet de Grand Moyen-Orient. Un Turc est élu à la tête de l'Organisation de la coopération islamique et y restera dix ans. La Turquie se rapproche de la Syrie, de l'Iran et d'autres ; ce qui ouvre de nouveaux marchés aux entrepreneurs turcs.

Retour à la grandeur ottomane

Cette diplomatie est théorisée en termes de « zéro problème avec les voisins » par Ahmet Davutoglu, alors ministre des affaires étrangères, futur premier ministre (en 2014). On s'en

moquera ensuite : « Zéro voisin sans problème. » La Turquie tente de se poser en médiatrice dans cette région conflictuelle, par exemple entre Israéliens et Palestiniens, prétendant pouvoir parler avec tout le monde. Elle veut aussi jouer un rôle dans le dossier du nucléaire iranien.

Tout cela s'accompagne, de la part de l'AKP, d'un discours nourri de l'idée que la Turquie va enfin retrouver sa place historique et sa fierté, avec des références à la grandeur impériale ottomane.

Beaucoup d'observateurs sont impressionnés par cette expérience d'ouverture politique, de croissance économique, de diplomatie active. On commence à parler d'un « modèle turc » pour les voisins, notamment au début des printemps arabes. L'AKP montre qu'un parti aux origines islamiques peut non seulement être élu démocratiquement, mais encore avoir des politiques de libéralisation articulées sur une économie de marché qui fonctionne bien.

LE RETOURNEMENT : 2008-2016

Le cercle vertueux se modifie progressivement au fil des années. En politique intérieure, des confrontations politiques et institutionnelles poussent l'AKP à mettre une sourdine à son approche libérale. En 2007, par exemple, il y a des élections présidentielles. Jusque là, le chef de l'État était ultra-kémaliste. En Turquie, les pouvoirs du président ne sont pas considérables, mais il a un droit de veto. Si bien que des lois votées par l'AKP, majoritaire au Parlement, se heurtent au veto présidentiel. Cela rassure les cercles d'opposition, car cela contraint l'AKP tout en l'obligeant à mener une politique libérale. Mais comme le président est élu par l'Assemblée parlementaire et que l'AKP a la majorité parlementaire, il est évident que le prochain président émanera de ses rangs. Pour éviter que le verrou présidentiel saute, l'opposition boycotte l'élection, provoquant une crise institutionnelle. L'AKP provoque alors des législatives anticipées et augmente son score par rapport au scrutin précédent. Son candidat est donc élu président de la République.

Cette tension a des répercussions, en particulier au niveau judiciaire. En 2008 est intenté devant la Cour constitutionnelle un procès visant à l'interdiction de l'AKP pour violation du principe de laïcité. La Cour est l'une de ces institutions conçues pour rester hors d'atteinte des pouvoirs élus, dont elles peuvent limiter les marges de manœuvre. Elle a souvent interdit des partis, qu'ils relèvent de l'islam politique, du nationalisme kurde, de la gauche, communiste ou pas. L'action contre l'AKP fait suite à une proposition de loi visant à légaliser le port du voile à l'université. Le parti échappe à l'interdiction à une voix près.

Grands procès anti-kémalistes

Dès lors, les tensions au sein des institutions deviennent extrêmement vives. L'AKP entreprend d'intensifier son contrôle sur la justice. En 2008 et 2009, le parti tente de grands procès pour tentatives de coup d'État fomentés contre lui au début des années 2000. Ces procès, très larges, sont un moyen de se débarrasser des groupes kémalistes les plus durs dans la justice, l'armée et l'administration. Beaucoup de gens sont incarcérés, y compris des généraux. L'AKP prend peu à peu le contrôle des diverses institutions. Désormais, les luttes de pouvoir n'opposent plus l'AKP aux différents partis d'une opposition très morcelée, ni même à certaines franges de la bureaucratie, devenues minoritaires. Les affrontements se passent en interne au sein de l'AKP.

Ces luttes politiques ne s'articulent plus avec les réformes pro-européennes. La spirale vertueuse se désamorce. Assez rapidement, on arrive à un blocage des négociations avec l'Union européenne. Le fait que les Chypriotes grecs aient voté contre le plan Annan tandis que les Chypriotes turcs l'approuvaient est ressenti en Turquie comme une injustice. La relation de confiance et d'espoir liée à la perspective européenne s'amointrit. Ankara décide de ne pas ouvrir ses aéroports à Chypre comme c'était prévu. Huit chapitres de négociation sont alors gelés. Élu président de la République française peu après, Nicolas Sarkozy bloque cinq chapitres parce qu'ils impliquent l'adhésion pleine et entière de la Turquie. Une décision de la Cour européenne des droits de l'homme (arrêt Leyla Sahin), jugeant que l'expulsion de son université d'une étudiante voilée n'est pas contraire aux droits de l'homme, accroît l'amertume. Les Turcs commencent à penser que l'Europe est islamophobe. Toute la perspective européenne se désagrège.

Il en va de même en politique étrangère. L'interventionnisme turc dans la région se heurte assez vite à des revers. La Turquie n'arrive pas à s'impliquer dans ces conflits complexes sans prendre parti. Son rôle de médiateur atteint ses limites. On le voit très clairement avec Israël, l'affaire de la flottille pour Gaza, en 2010, conduisant à la rupture des relations diplomatiques entre Ankara et Tel-Aviv. En Égypte, la Turquie soutient Mohamed Morsi de manière inconditionnelle et condamne avec virulence le coup d'État du maréchal Sissi. D'où une rupture des relations diplomatiques avec Le Caire. En Syrie, la Turquie pense pouvoir pousser Bachar el-Assad à faire des réformes. Cela ne se vérifiant pas, elle perd beaucoup de crédibilité.

Rupture avec la mouvance Gülen

Le resserrement autoritaire intervient de manière progressive à partir de 2010. La rupture avec la mouvance de Fetullah Gülen est importante pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui. Cette mouvance existe depuis les années 1970. Elle est très active dans les milieux éducatifs, de par ses cours de soutien, ses bourses, ses foyers, ses écoles privées, ses universités. Elle a bien formé toute une génération de personnes, qui ont soutenu l'AKP et, grâce à ce parti, ont eu accès à des ressources économiques, à des postes dans l'administration. L'alliance entre le mouvement de Gülen et l'AKP s'est faite assez vite, parce que le parti avait besoin de forces vives.

Il y a eu des désaccords stratégiques entre eux, en particulier sur la question kurde. Le mouvement de Gülen était critique à l'égard de l'ouverture envers les Kurdes tenté par l'AKP en 2008-2009. Il n'était pas non plus satisfait de la répartition des sièges au Parlement entre les deux composantes de l'alliance. Le conflit s'envenime à partir de 2011-2012. L'AKP ferme les écoles de cours de soutien, source de recettes importante pour le mouvement. Fin 2013, des fuites révèlent des scandales à grande échelle de corruption du gouvernement. Des enregistrements très troublants de la voix de Recep Tayyip Erdogan sont produits. Une chasse aux sorcières s'engage alors contre le mouvement de Gülen, renforcée après la tentative de coup d'État du 15 juillet. Or, la mouvance de Gülen constituait, pour l'AKP, un soutien social très fort. Le pouvoir devient méfiant, paranoïaque, voyant des infiltrations dans toutes les institutions. Les mesures de répression se banalisent.

Répression du mouvement de Gezi

Au printemps 2013, une manifestation contre les projets de reconstruction d'une ancienne caserne ottomane sur le parc Gezi, à Istanbul, se transforme vite en protestation contre l'absence de consultation des habitants, puis dénonciation de l'usage excessif de la force contre les premiers manifestants et de l'affairisme néo-libéral de l'AKP. Cela devient une immense contestation, avec deux millions et demi de personnes dans la rue, dans pratiquement tout le pays. Ce mouvement révèle l'existence d'un mécontentement, qui ne se traduit pas dans les urnes, mais qui rassemble massivement des groupes sociaux assez diversifiés : jeunes, classes moyennes éduquées, mais aussi toute la gauche, des groupes populaires. Cette dynamique accroît la méfiance du pouvoir. D'où les mesures de répression frappant médias et réseaux sociaux.

Ces événements ont pour conséquence une polarisation très forte de la société. L'AKP gagne les élections locales de 2014, mais perd la majorité absolue aux législatives de juin 2015. Avec 41% des voix, il reste le premier parti. L'une des raisons est que la formation nationaliste kurde HDP (Parti démocratique des peuples), qui avait une très forte implantation dans les régions kurdes mais pas ailleurs, a changé d'orientation après la protestation de Gezi. Il a tenté d'intégrer cette énorme vague de mécontentement en s'ouvrant à d'autres courants, d'autres identités et en prônant plus de tolérance, de démocratie, etc. Pour la première fois, il obtient plus de 10% des voix et donc une représentation parlementaire.

Le tournant autoritaire se confirme à ce moment-là. Plutôt que de chercher à entrer en coalition avec un autre parti pour former une majorité, l'AKP provoque des législatives anticipées, qui ont lieu en novembre. Pendant les quelques mois qui séparent les deux scrutins, le pouvoir organise clairement une stratégie de la tension. Alors même que des négociations avec les Kurdes avaient été engagées, il fait monter le conflit kurde pour délégitimer le HDP. Il accuse ce parti d'être lié au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), donc à la guérilla et au terrorisme. Aux secondes élections législatives, l'AKP retrouve sa majorité absolue et gouverne à nouveau sans tenir compte des mécontentements.

LE PUTSCH MANQUÉ DU 15 JUILLET 2016

La tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 marque l'apogée, à la fois de cette question des mécontentements non pris en compte et d'une logique de fermeture du pouvoir. On se retrouve dans une situation où les contre-pouvoirs sont très réduits au niveau de l'opposition parlementaire. L'AKP sort renforcé de l'épisode. Il met en place un contre coup d'État très massif. Purges, procès, environ 35 000 incarcérations. Le pouvoir accuse la confrérie de Fetullah Gülen d'avoir fomenté le putsch. La confrérie a bon dos ! Ce mouvement est une mouvance qui n'a pas de frontières très claires, est implanté dans de très nombreux secteurs de la société. Toutes les institutions présumées liées à cette mouvance sont fermées, dont des milliers d'écoles. Mais la répression va au-delà. Elle touche aussi les milieux nationalistes kurdes, et l'opposition en général. Douze nouvelles chaînes de télévision sont fermées, dont une ne diffusant que des dessins animés pour les enfants.

Face à cette logique brutale, il n'y a que peu de contre-pouvoirs. D'autant que le principal parti d'opposition parlementaire, le CHP (Parti républicain du peuple), kémaliste, a pieds et poings liés parce que se met en place, après la tentative de putsch, une nouvelle mythologie nationale. Places et rues sont rebaptisées. Erdogan se présente comme celui qui a sauvé la démocratie grâce au peuple. Il a appelé les citoyens à descendre dans la rue pour s'opposer aux chars ; certains de ceux qui l'ont fait et l'ont payé de leur vie. Ce nouveau mythe national relit toute l'histoire de la Turquie et s'accompagne de la recherche de nouveaux alliés. Les gülenistes, ses anciens soutiens, étant expulsés, l'AKP se tourne désormais vers les milieux kémalistes qu'il avait contribué à chasser des institutions. Ainsi, des généraux, naguère emprisonnés à l'issue de procès politiques, sont libérés et certains réhabilités. Certains milieux proches du CHP semblent avoir été mêlés à la tentative de coup d'État, mais personne n'en parle. Ce parti n'a pas du tout intérêt à faire des vagues, car il est en train d'être coopté par le pouvoir. L'opposition est complètement neutralisée.

L'état d'urgence vient d'être prolongé pour trois mois. Va-t-on vers l'instauration de nouvelles règles ? On parle d'une révision constitutionnelle, qui pourrait passer assez facilement maintenant. Cela fait des années que l'AKP la souhaite sans réussir à former une coalition suffisante. Désormais, la possibilité d'un changement de régime existe. La période qui s'ouvre est intéressante et pleine d'enjeux.

POUR EN SAVOIR PLUS

Le vote des émigrés turcs

Les Turcs constituent en Europe le groupe de migrants le plus important : entre trois et quatre millions de personnes. Ils conservent des liens importants avec leur pays d'origine. La plupart vivent en Allemagne, où l'acquisition de la nationalité allemande a longtemps été problématique. Beaucoup gardent la nationalité turque. En outre, la Turquie prend grand soin de ses exilés. Elle ne les abandonne pas à leur sort. L'AKP est même allé plus loin que les pouvoirs précédents. Les consulats mettent en place des enseignements gratuits de langue turque et de religion. Pendant très longtemps, il y a eu une concurrence, notamment en Allemagne, entre les mosquées officielles de la Turquie et les mosquées islamistes de la « vision nationale ». Depuis quelques années, une fusion s'opère entre ces deux courants. L'État turc a étendu son contrôle. Il est désormais dominant sur la question de l'encadrement religieux de la population turque. Par ailleurs, le vote à l'étranger a été autorisé en 2015. Avant, des avions étaient affrétés et l'on pouvait voter aux postes frontière. À présent, on peut déposer son bulletin dans les consulats. C'est plus pratique et moins onéreux. C'est un enjeu central. Erdogan a tenu un impressionnant meeting électoral à Strasbourg, avec plus de 50 000 personnes, juste avant la présidentielle. En Allemagne, la plupart de migrants turcs sont arrivés dans les années 1960. Ils soutiennent très fortement Erdogan. En Suède ou en Suisse, où résident surtout des exilés politiques, kurdes ou de gauche, arrivés dans les années 1970, le soutien pour l'AKP est moindre que pour le HDP nationaliste kurde. Dans l'ensemble, pourtant, les électeurs de l'étranger ont voté encore plus massivement pour Erdogan que ceux de Turquie.

Tentative de putsch : le pouvoir savait

Beaucoup d'observateurs se sont posé la question de savoir si le putsch manqué était un coup monté par le pouvoir. D'après les informations dont on dispose, il y a vraiment eu une tentative de coup d'État. Mais il y a eu une fuite et les putschistes, craignant d'être limogés sous peu, ont anticipé leur action. D'où un manque de préparation. Manifestement, le gouvernement était au courant du projet. Il ne l'a sans doute pas suscité, mais il a laissé faire et a bien préparé la contre-offensive. Le fait que des listes d'arrestation existaient ne prouve pas que le coup d'État ait été préparé par le pouvoir. Des purges étaient déjà en cours et d'autres prévues. La tentative de putsch a fourni l'occasion d'accentuer la répression et de légitimer des pratiques douteuses.

Désorganisation générale

La vague d'arrestations a durement affecté les forces de sécurité. En réalité, la désorganisation est générale. Les 30 000 enseignants remerciés pourront certes être remplacés. Mais des postes demandant un haut niveau de spécialisation et de compétence comme ceux du renseignement ne le seront pas aisément pourvus. Cela pose des problèmes à court et à moyen terme. Parmi ceux qui ont été évincés de l'armée, il y a notamment des officiers chargés de la lutte contre le PKK. Il est intéressant de noter que le PKK n'a pas profité de l'occasion pour se montrer plus offensif. Son chef emprisonné, Abdullah Öcalan, a même appelé à un cessez-le-feu. L'armée a perdu de ses capacités. On peut se demander si l'intervention en Syrie n'était pas destinée à montrer que l'armée turque fonctionnait encore. Les nouvelles normes de recrutement des militaires sont moins exigeantes et idéologiquement plus orientées. Les diplômés des écoles d'imams prédicateurs vont avoir accès à l'armée, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. On peut s'interroger sur ce que cela va donner, non seulement quant à l'orientation idéologique, mais aussi en termes de capacité d'intervention. Avec les mesures de son contre coup d'État, l'AKP crée les conditions de sa propre opposition et de son affaiblissement. L'intérêt du mouvement Gülen était de fournir des gens bien formés. Dès lors que ceux-là sont expulsés, l'AKP ne peut plus s'appuyer sur grand monde. Cela pose un véritable problème structurel.

Personnalisation du pouvoir

Erdogan a toujours été le chef incontesté de l'AKP. Officiellement, il ne l'est plus puisqu'il est devenu président de la République. Cependant, la personnalisation a pris des proportions qui n'existaient pas au début. Les personnalités qui l'avaient accompagné dans la création du parti et dans la marche vers le pouvoir – Abdullah Gül, Ahmet Davutoglu – ont toutes été écartées. Le dernier congrès de l'AKP, en septembre 2016, a clairement rejeté tous les courants internes ne s'inscrivant pas complètement dans le sillage d'Erdogan. À présent, les proches du président rivalisent pour se présenter comme ses plus fidèles partisans. On se rapproche d'une configuration stalinienne, voire staliniste.

Encadrement idéologique de la jeunesse

Une grande partie de la jeunesse n'a pas manifesté sur la place Taksim. Car l'AKP a énormément œuvré à former une jeunesse loyale. Beaucoup de ceux qui ont manifesté quittent la Turquie s'ils le peuvent. Beaucoup d'autres se replient sur leur sphère privée, font le dos rond, faute de trouver

la manière d'exprimer leurs sentiments. Le mouvement Gezi avait donné à la jeunesse l'impression que l'on pouvait parler, s'opposer relativement librement. La suite a montré qu'il n'en était rien. Il y a eu des purges de grande ampleur dans les universités. Les enseignants sont remplacés par des personnes plus « loyales ». On est sur une logique de monopolisation des postes d'encadrants des jeunes dans le système scolaire et universitaire. Les élèves des écoles privées fermées ont été réaffectés dans des établissements publics. Mais les parents des enfants qui fréquentaient les écoles privées sont non seulement traumatisés, mais aussi stigmatisés comme appartenant à la mouvance Gülen. Énormément de collèges et de lycées ont été transformés en écoles d'imams prédicateurs. De telles écoles étaient jusque-là un système parallèle professionnalisant. Elles deviennent une filière d'excellence, à dimension religieuse, qui ouvre désormais l'accès à des formations générales à l'université. C'est ainsi que se prépare un changement des élites.

Des relations compliquées avec la Russie

Les relations entre la Turquie et la Russie ont toujours été compliquées. Il y a eu un réchauffement sur les gros dossiers, comme l'énergie. La Turquie n'a pas renié son appartenance à l'OTAN et à l'Occident, mais a cherché à s'autonomiser en diversifiant ses alliances. Sur la question de l'acheminement du gaz à travers son territoire, elle a joué sur tous les tableaux à la fois sans vraiment choisir. La Turquie est très dépendante de la Russie dans de nombreux domaines, en particulier pour le gaz. Le rapprochement avec Moscou après l'incident du chasseur bombardier russe abattu à la frontière turco-syrienne a beaucoup à voir avec la Syrie. La Turquie était embarrassée ; liée à l'OTAN, elle ne voulait pas se positionner explicitement contre Daesh, sa priorité étant la lutte contre le PKK. Ce n'était donc pas en cohérence avec la politique américaine. Le rapprochement avec la Russie est lié à la recherche d'un jeu d'équilibre difficile à tenir.

L'islam, un instrument politique

Paradoxalement, le rôle de l'islam en tant que tel semble peu déterminant. Pour l'AKP, l'islam est un instrument politique. C'est un facteur de distinction, de formation d'un groupe de soutien politique. Les gülenistes étant écartés, d'autres formes d'islam, plus conservatrices, parfois plus radicales, deviennent plus légitimes et se rapprochent du pouvoir. On ne voit pas bien comment cela pourra s'harmoniser avec la cooptation de milieux kémalistes, qui a lieu parallèlement.

Les alévis silencieux

Avec environ 15 à 20% de la population, les alévis sont le plus grand groupe non sunnite de Turquie. Ils se rapprochent un peu des alaouites de Syrie. Ils n'ont pas soutenu l'AKP. Exclues de tous les circuits de redistribution mis en place par ce parti, ils étaient surreprésentés dans les protestations de Gezi. Aujourd'hui, n'étant pas la cible principale de la répression, ils font profils bas. Récemment pourtant, deux ou trois chaînes de télévision alévis ont été fermées. On ne parle pas beaucoup des groupes de gauche radicalisés, armés, qui agissent dans certains quartiers d'Istanbul, en lien avec des organisations criminelles, et recrutent beaucoup chez les alévis.

Réfugiés syriens, une bombe à retardement

La présence de plus de deux millions de réfugiés syriens en Turquie explique qu'Ankara ne souhaite pas cibler Daesh trop directement. Parmi ces migrants, il y a des cellules de l'État islamique. C'est un sujet explosif. La question des migrants syriens est centrale dans les relations avec l'Europe. La Turquie « tient » l'Union européenne avec ces réfugiés, qu'elle peut laisser passer. Le rapport turco-européen s'est inversé. Les négociations d'adhésion ont été relancées au moment où elles étaient totalement vidées de leur substance. En Turquie même, il n'y a pas de politique claire concernant les migrants syriens. La plupart ne vivent pas dans les camps de réfugiés. Ils sont relativement bien gérés compte tenu de leur nombre. Beaucoup travaillent, bien qu'ils n'en aient officiellement pas le droit. Ça accroît les tensions en faisant baisser les salaires et augmenter les loyers dans une situation économique plus compliquée. C'est une bombe à retardement.